

Syndicat des Entreprises Locales d'Energies

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 03/03/2023

Introduction

Ce document a été rédigé par ELE, syndicat professionnel représentant des Entreprises Locales d'Energies, en collaboration avec ses adhérents.

ELE regroupe des ELD (GRD et Fournisseurs) et des producteurs d'énergie, représente ses membres au niveau national, organise et anime les échanges d'expertises et d'expériences sur les sujets métiers et dans le domaine social, et accompagne ses adhérents dans la compréhension et la mise en œuvre de la réglementation.

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

L'utilisation de la puissance du palier le plus proche semble cohérente. Pour autant, même si un écart est généré entre la puissance demandée et la puissance de référence qui servira à dimensionner l'ouvrage collectif, les paliers sont en général le reflet des capacités liées aux technologies de matériels et n'auraient pas forcément de sens sur des paliers inférieurs.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Comme indiqué dans le point précédent, la mise en place d'un nouveau palier technique ne nous semble pas opportun.

Toutefois sous réserve des retours d'expériences adéquats, nous pourrions envisager à l'avenir un palier technologique à 7.4 kVA (palier de facturation) correspondant à la puissance des bornes actuelles, dans l'objectif d'une intégration de ce nouveau palier aux DTR et aux offres des gestionnaires de réseaux de distribution. L'intérêt d'une telle démarche paraît cependant très limité et serait lourd en termes de SI.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

ELE partage le constat de la CRE : il n'existe aujourd'hui aucune étude existante sur le foisonnement entre véhicules électriques. Notre syndicat estime donc que le foisonnement calculé par Enedis à partir d'un échantillon d'utilisateurs en immeubles collectifs sur les colonnes montantes paraît insuffisamment représentatif des futurs usages. Aujourd'hui une seule certitude peut être tirée, celle d'un taux d'utilisation important en fin de jours ouvrés. Pour un tel cas d'usage, un coefficient de foisonnement de 0,4 semblerait alors faible.

Concernant la proposition d'application d'un foisonnement décroissant, ELE redoute la complexité d'un tel dispositif et un résultat encore incertain.

Ainsi, compte tenu des incertitudes sur les futurs usages de recharge en immeubles collectifs, ELE propose de retenir un foisonnement entre véhicules électriques évolutif, basé sur des études et

Syndicat des Entreprises Locales d'Energies

retours d'expériences ultérieurs.

En complément, nous attirons l'attention de la CRE sur un potentiel phénomène de consommation simultanée de véhicules électriques avec d'autres usages (comme on peut l'observer avec l'électroménager ou les chaudières), conséquence directe d'un pilotage de charge lié à des signaux tarifaires des fournisseurs et qui résulterait en un coefficient de foisonnement élevé.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

ELE privilégierait une répartition symétrique des affaires concernées par le plafond et par le plancher. Pour illustrer, il nous semblerait plus cohérent de considérer que si 10% des clients bénéficient du seuil plafond, seuls 10% devraient être concernés par le seuil plancher (au lieu de 16%). Qui plus est, nous estimons que dans les cas où le plafond proposé (ici élevé) venait à être dépassé, jamais le plancher ne viendrait compenser le surcoût. Également, tous les clients souhaitant éviter le plancher et qui basculeraient vers une solution privée ne compenseraient plus les affaires au-dessus du plafond proposé. En outre, ELE rappelle que des coûts de raccordement (dérivation individuelle, installation d'une borne et installation intérieure) s'ajouteront aux coûts supportés par les utilisateurs.

Concernant la fixation ou non d'un plafond unique et compte-tenu des différences significatives pouvant exister entre parking extérieurs et intérieurs, ELE est favorable à la fixation de seuils distincts entre ceux-ci. La méthode de fixation devra cependant faire l'objet d'une consultation.

Enfin, il nous paraît nécessaire que la mécanique ADVENIR puisse être adaptée aux solutions proposées par les GRD, et non uniquement aux solutions des opérateurs privés.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

ELE estime que les seuils proposés par la CRE sont élevés et pénaliseraient les demandeurs concernés, notamment pour les affaires où seule une solution publique serait disponible, d'autant plus si la détermination de ce seuil plancher est fonction du seuil plafond.

Ainsi, le scénario 1 nous semble donc être le mieux adapté des deux.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Les écarts de coûts entre les ELD et Enedis sont une réalité, notamment sur la partie réseau du fait de tarifs de terrassement plus élevés (effet volume), mais aussi de configurations particulières (ELD essentiellement urbaines par exemple). Une majoration basée sur le caractère de type urbain ou non pourrait donc avoir du sens également.

Enfin, il est à noter que la configuration des parkings peut également générer des coûts supplémentaires significatifs, en particulier les parkings dont les voies de circulation sont larges, ce qui implique la création de 2 colonnes horizontales afin de pouvoir respecter les tolérances de chute de tension.

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

L'enjeu des travaux annexes en présence d'amiante est relativement faible selon ELE, à l'exception du coût d'analyse avant travaux. Nous sommes donc favorables à la proposition de la CRE.

Syndicat des Entreprises Locales d'Energies

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

ELE partage que le manque recul à notre disposition sur ces ouvrages impose un suivi et un re-questionnement régulier des valeurs retenues. L'intégration d'une clause de revoyure semble donc indispensable et permettra de prendre en compte le retour d'expérience sur les matériels comme sur le comportement des particuliers.

Toutefois la fréquence du suivi spécifique des colonnes horizontales préfinancées ne devra pas être inférieure à 12 mois et la définition du contenu des données à remonter à la CRE nécessitera préalablement un retour d'expérience des GRD.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

A ce stade il nous semble prématuré d'envisager une indemnité particulière pour le raccordement d'IRVE. Il convient a minima de disposer d'un REX suffisant et d'une expérience significative de déploiement de colonnes horizontales avant d'envisager une telle régulation incitative. En outre, cette démarche génèrerait une discrimination de traitement entre les raccordements pour IRVE et les autres raccordements. Nous considérons que ces raccordements doivent être traités de la même manière que tout autre raccordement.

En outre, il convient de rappeler la difficulté pour un GRD d'identifier si le raccordement d'une solution privée correspond à un raccordement d'IRVE. Le suivi serait en conséquence complexe et manquerait de précision.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

Nous nous interrogeons sur l'intérêt d'une copropriété à demander un raccordement à moins de 100% des places de parking dans le cadre d'une solution préfinancée par le TURPE : demander 100% des places ferait en effet diminuer mécaniquement la quote-part des particuliers se raccordant à l'ouvrage collectif et ne présenterait aucun désavantage pour la copropriété, qui jouirait en retour d'une plus grande liberté quant au nombre de copropriétaires pouvant se raccorder. Enfin, un copropriétaire qui n'aurait jamais demandé son raccordement au bout de 20 ans n'en supporterait pas le coût pour autant.